NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE RÉVOLUTIONNAIRES
RÉVOLUTIONNAIRES
POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE
SUEZ IDF
Lundi 20 avril 2026

Le capitalisme a pour seul horizon la guerre : il est urgent de le renverser

Alors que des cessez-le-feu auxquels personne ne croit se succèdent, le détroit d'Ormuz est toujours bloqué ; après le génocide à Gaza, l'armée israélienne occupe le sud du Liban et y a fait en six mois plus de 700 morts et 2 000 blessés. Un état de guerre permanent s'installe dans de nombreuses régions du monde en particulier au Moyen-Orient, enfonçant toujours plus de peuples dans le chaos.

Pendant ce temps, les capitalistes profitent de la guerre

Au mois de mars, TotalEnergies a acheté tous les chargements disponibles de pétrole brut produit par les Émirats arabes unis et Oman. Bilan de cette opération spéculative : plus d'un milliard de dollars de profits. La hausse des prix du pétrole annonce les plus grands profits pour les multinationales de l'or noir. Aux États-Unis, les proches de Trump investissent dans la production de drones. Et partout dans le monde, les industriels de l'armement se frottent les mains devant leurs carnets de commandes bien pleins. En France, Safran se félicite de son chiffre d'affaires en hausse, plus de 31 milliards d'euros pour 2025, Dassault de la commande de 100 de ses Rafale par l'Ukraine.

Pour les peuples et les travailleurs : des bombes et la misère

Selon le dernier rapport du Fonds monétaire international, *« près de 45 % de la population mondiale vit dans des pays touchés par des conflits ou des guerres civiles »*. Avec la rupture des chaînes d'approvisionnement de l'énergie, les cours flambent et certains pays rationnent l'électricité. Alors que l'approvisionnement en engrais est touché, la crise alimentaire menace de nombreuses régions du monde avec une hausse des prix de l'alimentation. Les pays les plus riches ne sont pas épargnés : aux États-Unis, en mars, l'inflation a atteint 3,3 % sur un an.
Sur la période 2020-2024, la moitié des pays dans le monde a augmenté son budget militaire. Conséquences : des profits record pour les marchands de canons, mais des coupes dans les budgets sociaux et des attaques contre les classes populaires.

Ils ont des milliards, nous sommes des millions !

Tant que nous restons l'arme au pied, la classe capitaliste en profite pour nous imposer ses priorités : ses propres profits, qui passent par mettre la planète à feu et à sang, réduire toujours plus les salaires de celles et ceux qu'elle exploite et dégrader leurs conditions de travail et de vie. Ou licencier massivement, comme Stellantis qui vient d'annoncer la fermeture de l'usine de Poissy en région parisienne. Mais tous ensemble, nous avons la force de nous faire craindre. Par des grèves, comme il y en a eu pour réagir contre les augmentations dérisoires annoncées suite aux négociations annuelles obligatoires (NAO). Par des manifestations, dont la portée peut être internationale. Aux États-Unis, les manifestations « No Kings » contre Trump ont réuni plus de 8 millions de personnes. En Israël, les manifestations montrent que l'opposition à la guerre sans fin menée par le gouvernement de Netanyahou existe parmi la population.

Dans la situation ouverte par la guerre impérialiste au Moyen-Orient, prendre des initiatives est essentiel. C'est pourquoi, le rassemblement du 17 avril dernier à Paris appelé par le Parti des travailleurs, le NPA-Révolutionnaires et l'UCL et auquel se sont joints Lutte ouvrière et Révolution permanente, aussi modeste soit-il, est un premier pas. Avec 500 personnes rassemblées pour dénoncer la guerre et notre propre impérialisme, et une prochaine réunion prévue cette semaine, ce cadre unitaire est peut-être la possibilité d'initiatives de plus grande ampleur pour les semaines qui viennent.

Et déjà, le 1er mai. Lors de la journée internationale de lutte du mouvement ouvrier, que le gouvernement Macron prétendait encore une fois attaquer, soyons nombreux dans la rue pour dénoncer les guerres impérialistes dont notre gouvernement est complice, et leurs conséquences pour les peuples à travers le monde.

A Suez comme à la Sevesc : moins que des miettes

A la suite des NAO (négociations annuelles obligatoires) de Suez se sont ouvertes celles de sa filiale, la Sevesc. Sans surprise, la direction propose la même augmentation générale dérisoire : 0,8 %. Soit une diminution de nos salaires réels, étant donné l'inflation à prévoir, dont les prix à la pompe ne sont qu'un avant-goût. Dans tout le groupe Suez, comme dans toutes les entreprises, ce qu'il faudrait revendiquer tous ensemble, c'est l'indexation de nos salaires sur les prix du carburant !

Plan social déguisé

Toute la communication autour de la GEPP masquait le plan de la direction du groupe : ce n'était qu'une partie des suppressions de postes envisagées. Et le prétexte de la santé financière cache mal les appétits de Black Rock et des autres actionnaires. Aujourd'hui, tout poste vacant peut disparaître de l'organigramme. Les CDD ne sont que rarement gardés. Et la fusion continue au niveau des managers malgré la difficulté à gérer des équipes sur différents sites.

Dernière arme, le licenciement au prétexte de mise en danger, alors que c'est bien le sous-effectif qui nous fait courir pour assurer nos missions.

Décès au travail : la direction s'en lave les mains

Lors d'un CSE exceptionnel réuni en mars, la direction de la Sevesc a répondu au rapport d'enquête établi par les élus suite au décès de leur collègue lors d'une descente dans un syphon passant sous la Seine le 11 juillet 2023. La direction persiste à nier toutes ses responsabilités dans l'accident, les reportant intégralement sur ce collègue, qui aurait délibérément choisi de mettre sa vie en danger.

Elle termine sa déclaration en affirmant qu'elle ne peut « malheureusement jamais totalement empêcher des prises d'initiatives individuelles contraires aux consignes données et aux règles de sécurité pourtant régulièrement rappelées ». Selon elle, seuls les salariés seraient donc responsables des accidents survenus au travail ? Une affirmation non seulement écœurante mais fausse. Nous venons au travail pour gagner notre vie, pas pour la perdre, et l'employeur est responsable de notre sécurité.

M… 365 jours de galère

Le passage aux outils Microsoft en ligne, comme pour Outlook, se fait dans la précipitation et à marche forcée. Et ce ne sont pas des formations en ligne, à 150 participants de différents niveaux, qui vont simplifier le problème. Pour une petite économie à l'échelle du groupe, nous allons galérer pour retrouver, récupérer des fichiers, galérer pour modifier, éditer des courriers, des tableaux, tout le b.a. -ba. Les dirigeants se moquent vraiment de notre travail avec leurs économies de bouts de chandelles.

La loi Yadan repoussée mais pas abandonnée

Face au succès de la pétition contre le projet de loi Yadan, qui a recueilli plus de 700 000 signatures vérifiées en un très bref délai et aux nombreuses manifestations de protestation, le gouvernement a provisoirement renoncé à la faire adopter immédiatement. Toutefois, il a annoncé qu'un texte équivalent serait examiné au mois de juin, à la satisfaction de Caroline Yadan, autrice du texte qui criminalise la solidarité avec les Palestiniens et la dénonciation du génocide de Gaza en les assimilant à une forme d'antisémitisme. Cette manœuvre a peut-être pour but de démobiliser les opposants à cette loi en espérant qu'elle passera plus facilement à l'approche des vacances d'été. Donc, restons vigilants. Non à la loi Yadan !

Polluants éternels : la dépollution des eaux attendra

La loi contre les polluants éternels (PFAS), promulguée en février 2025, prévoyait la mise en place d'une redevance dont devaient s'acquitter les industriels dont les usines rejettent dans l'eau ces polluants.

Or, l'entrée en vigueur de la redevance a été repoussée par Matignon à la rentrée 2026. Conséquence : les recettes fiscales attendues de l'industrie chimique pour financer la dépollution des eaux vont se réduire d'au moins 15 millions d'euros. Ce report retarde d'autant la mise en œuvre de la dépollution mais fait plaisir aux industriels pollueurs. Et c'est bien le but de l'opération.

À la bonne santé des patrons !

Le 8 avril, le patronat avait mis les petits plats dans les grands pour inviter Marine Le Pen chez Drouant, une grande table parisienne. Se trouvaient autour de la table, l'homme le plus riche de France, Bernard Arnault, PDG de LVMH, son homologue de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, celui de Capgemini, Paul Hermelin, un fils Bolloré et tout le gratin du CAC40. Le principal syndicat patronal remet le couvert. Patrick Martin, le patron des patrons, a invité pour le 20 avril Jordan Bardella à déjeuner au siège du Medef.

Les dirigeants du Rassemblement national ripaillent avec les grands patrons et trinquent à leur santé : tout un symbole des liens qui unissent les uns et les autres.

Pour nous contacter : eauetincelle@gmail.com